



Déclaration liminaire de la FSU-CGT CDEN du mercredi 20 Juin 2018

Madame la Préfète,
Monsieur l'Inspecteur d'Académie,
Monsieur le Président du Conseil Départemental
Mesdames, Messieurs les membres du CDEN

Le gouvernement a annoncé la suppression de 50 000 postes statutaires dans la Fonction Publique d'Etat sans doute pour les remplacer par des personnels précaires non formés et mal rémunérés, alors que la part des non titulaires frôle déjà les 20%. Il a poursuivi ses attaques avec le gel du point d'indice pour 2019 et lancé l'idée d'un deuxième jour de carence. Pourtant dès le mois de Janvier, les collègues ont vu leur salaire baisser avec la hausse de la CSG. Toutes les propositions gouvernementales vont à rebours de l'histoire de la construction d'une Fonction Publique au service des citoyens leur garantissant un traitement équitable sur l'ensemble du territoire

Dans l'éducation, les réformes du bac, de Parcoursup, du lycée général et technologique mais aussi de la voie professionnelle auront des conséquences sur l'emploi et les conditions de travail.

Le dispositif Parcoursup qui devait résoudre les problèmes de l'orientation post-bac n'apporte pas les résultats annoncés, ce que d'ailleurs nous avons anticipé. Le miracle n'a pas eu lieu et le stress des élèves de terminale est bien réel.

En collège, la rentrée s'annonce une fois de plus épuisante pour les enseignants. Voilà qu'on nous annonce que plusieurs programmes vont être revus : français, mathématiques, sciences. Mais les nouveaux programmes ne seront connus que cet été pour une application en septembre ! Bonnes vacances !

Les nombreuses fermetures en maternelle créent des conditions qui ne sont pas acceptables (presque 27 élèves de moyenne par classe dans certaines écoles) alors que les assises de la maternelle se sont déroulées cette année et que le ministre a réaffirmé la priorité donnée au cycle 1. Ce discours sonne encore une fois faux pour de nombreux collègues et citoyens.

Quand on connaît le degré d'épuisement des collègues, on ne peut que crier au scandale. D'autant qu'il y a fort à parier que ces nouveautés ne permettront pas de faire mieux progresser les élèves, puisqu'on ne touche ni aux horaires, ni aux possibilités de dédoublement ni aux effectifs par classe, sauf pour aggraver encore la situation...

Ces réformes successives, de l'école à l'université, vont dans le sens inverse de la démocratisation de l'école : sélection, réduction des savoirs, employabilité, adéquationnisme et parcours d'initiés qui profiteront aux jeunes des classes les plus aisées.

La mobilisation que les Psy-EN mènent depuis des mois est exemplaire. Malgré cela, les CIO sont toujours sous la menace d'une disparition, sous couvert de régionalisation. Notre région, Nouvelle Aquitaine, est à la pointe de cette dégradation : l'expérimentation est annoncée pour la rentrée prochaine. Les atteintes sur les personnels Psy-EN et administratifs, comme sur les élèves et étudiants ne sont plus à démontrer.

S'ajoute en Nouvelle Aquitaine, avec l'argument paradoxal de rapprocher les décideurs des usagers du service public, la fusion des académies de Poitiers, Limoges et Bordeaux à l'horizon 2020. La gestion du service public à cette échelle sera peut-être source d'économies mais pas d'efficacité et aura des conséquences sur l'emploi et les conditions de travail des personnels administratifs. La FSU-CGT s'oppose à cette fusion.